



Programme
des Nations Unies
pour l'environnement



Distr.
RESTREINTE

UNEP/IG.43/INF.3
15 février 1983

Original : FRANÇAIS

Troisième réunion des Parties contractantes
à la Convention pour la protection de la mer
Méditerranée contre la pollution et aux protocoles
y relatifs

Dubrovnik, 28 février - 4 mars 1983

RAPPORT SUR LA PREMIERE PHASE DU PLAN BLEU



plan bleu

RAPPORT D'ACTIVITÉS DU G.C.S.
POUR LA PREMIERE PHASE DU PLAN BLEU

PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE



RAPPORT D'ACTIVITÉS DU G.C.S.

POUR LA PREMIÈRE PHASE DU PLAN BLEU



RAPPORT D'ACTIVITE DU G.C.S.
POUR LA PREMIERE PHASE DU PLAN BLEU

I. LES EXPERTISES

1. Lancement des expertises
2. Déroulement des douze études
3. Les séminaires de fin d'expertises
4. Le problème des rapports

II. LE TRAVAIL DU G.C.S.

1. Les réunions
2. Le travail de coordination
3. Le travail de synthèse
4. Les réunions des Points Focaux

III. INFORMATION ET COMMUNICATIONS

1. La Lettre d'Information
2. Communications
3. Liaisons avec le P.A.M.

IV. DIFFICULTES FINANCIERES



Le Plan Bleu a été divisé en trois phases. La première, de reconnaissance et de bilan; la deuxième, d'exploration du futur -des futurs possibles, devrions-nous dire- par la méthode des scénarios; la troisième, de présentation et de discussion des résultats et des recommandations.

La première phase du Plan Bleu a effectivement commencé le 1er septembre 1980 après plusieurs années de préparation et de mise en oeuvre. Rappelons-en brièvement les étapes : *Barcelona 75*

- au Conseil d'Administration du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) à Nairobi en avril 1975, décision est prise de retenir le principe de mener, parallèlement au programme scientifique du Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM) un programme socio-économique : Le Plan Bleu.
- Split, janvier 1977 : les Etats méditerranéens en recommandent la mise en oeuvre.
- Genève, février 1979 : la première Réunion des Points Focaux Nationaux du Plan Bleu est tenue afin de voir comment faciliter le démarrage du projet.
- Cannes, octobre 1979 : deuxième Réunion des Points Focaux du Plan Bleu où a été adopté le document de mise en oeuvre du programme.
- Puis il a été demandé par le Directeur Exécutif du PNUE aux pays méditerranéens de présenter des candidats afin qu'il puisse, sur la base des propositions reçues, constituer l'équipe de base, dite Groupe de Coordination et de Synthèse du Plan Bleu.

* *
*

Le Groupe de Coordination et de Synthèse est composé de six membres et d'un Coordonnateur, choisis pour leur compétence personnelle par le Directeur Exécutif du PNUE.

Le Coordonnateur est M. Ismail SABRI ABDALLA, de nationalité égyptienne.

Les six membres sont : M. Mohamed El Hadi BENNADJI, Algérie
M. Franjo GASPAROVIC, Yougoslavie
M. Michel GRENON, France
M. Panayotis LAGOS, Grèce
M. Ezzedine MAKHLOUF, Tunisie
M. Jose Maria PLIEGO, Espagne.

Parmi eux, seul M. Michel GRENON, Secrétaire Exécutif du Plan Bleu, y travaille à temps plein, les autres y consacrant un tiers de leur temps.

Après une réunion préliminaire en juin 1980 -qui a permis aux membres du G.C.S. déjà nommés de prendre contact les uns avec les autres et d'établir un premier plan de travail- la première phase du Plan Bleu a effectivement commencé le 1er septembre 1980. Cette première phase a duré vingt-huit mois et s'est divisée en quatre grandes parties :

- . septembre 1980 - février 1981 lancement des expertises
- . novembre 1980 - septembre 1982 déroulement des expertises
- . octobre 1981 - décembre 1982 synthèse des expertises
- . octobre 1982 - décembre 1982 élaboration du rapport de synthèse
par le G.C.S.

La réalisation de ce programme s'est appuyée sur :

- . des réunions fréquentes du G.C.S.
- . des séminaires de lancement des expertises
- . des séminaires de fin d'expertises

* *
* *

I. LES EXPERTISES

La première phase du Plan Bleu a été essentiellement une phase de reconnaissance et de bilan non seulement de l'état actuel du développement et de l'environnement dans les pays riverains de la Méditerranée, mais également de nos connaissances. Pour ce faire, cette première phase a consisté essentiellement en douze expertises couvrant, diagonalement, la quasi-totalité des activités économiques, sociales ou culturelles des pays méditerranéens, et en leur synthèse. Les douze sujets d'études sont ceux qui avaient été retenus par les représentants des pays méditerranéens lors de la réunion de Cannes, à savoir :

- 1° Systèmes et sous-systèmes terre-mer
- 2° Ressources en eau, utilisations concurrentielles et priorités humaines
- 3° Croissance industrielle, stratégies en matière d'industrialisation et des services en relation avec l'environnement et le cadre de vie et utilisation des ressources du sous-sol
- 4° Energies anciennes et nouvelles
- 5° Santé, population et mouvements de population
- 6° Utilisation de l'espace, conservation du sol, agriculture et développement rural, urbanisation, aménagement du littoral et équilibre ville-campagne
- 7° Tourisme, espace et environnement
- 8° Relations économiques intra-méditerranéennes
- 9° Transports et communications
- 10° Patrimoine culturel et rapports entre les différentes cultures
- 11° Prise de conscience à l'égard de l'environnement et systèmes de valeurs
- 12° Incidences de l'influence non-méditerranéenne sur le Bassin méditerranéen.

1. Lancement des expertises

Venant de pays et d'horizons différents, les membres du G.C.S., après avoir mis au point leur méthode de travail visant une collaboration collégiale, ont tout de suite abordé le lancement des expertises.

Les six premiers mois (septembre 1980 à février 1981) ont été entièrement consacrés à ce lancement.

La procédure s'est déroulée ainsi :

a) Le G.C.S. a rédigé, pour chaque expertise, un projet de cahier des charges, regroupant l'ensemble des points qu'il souhaitait voir aborder au cours du travail et précisant la démarche à suivre. Les douze études ayant à traiter des thèmes très différents les uns des autres, ces cahiers des charges le sont également, mais cependant un cadre général a été retenu par le G.C.S. :

- 1° description de l'état actuel (1979 ou la plus récente année possible),
- 2° évolution historique : rétrospective des vingt dernières années avec possibilité de remonter davantage si l'expertise l'exige (ou si les statistiques le permettent),
- 3° l'avenir : "scénarios possibles sur vingt ans ou plus" (extrapolation des tendances lourdes d'une part, repérage des germes de mutation d'autre part).

b) Sur la base des cahiers des charges préliminaires, un séminaire de "lancement" a été organisé pour chaque expertise. Le G.C.S. a établi les listes d'invitation à partir des listes proposées par les pays méditerranéens et également parmi les membres de la communauté scientifique méditerranéenne. En général, dix à vingt participants ont été invités pour chaque séminaire.

Tous les séminaires se sont tenus à Médéas et ont duré deux jours chacun. Il avait été décidé, pour gagner du temps, de regrouper les séminaires en trois groupes de quatre séminaires, deux d'entre eux se déroulant chaque fois en parallèle.

Les quatre premiers séminaires de lancement ont eu lieu du 27 au 30 octobre 1980 et concernaient les expertises :

- Ressources en eau	27 et 28 octobre
- Santé, population	27 et 28 octobre
- Tourisme	29 et 30 octobre
- Patrimoine culturel	29 et 30 octobre

Les quatre séminaires suivants se sont tenus du 15 au 19 décembre 1980 et concernaient les expertises :

- | | |
|-----------------------------------|-------------------|
| - Croissance industrielle | 15 et 16 décembre |
| - Energies anciennes et nouvelles | 15 et 16 décembre |
| - Utilisation de l'espace | 18 et 19 décembre |
| - Relations économiques | 18 et 19 décembre |

Les quatre derniers séminaires se sont tenus du 2 au 6 février 1981. Ils concernaient les expertises :

- | | |
|---------------------------------|-----------------|
| - Prise de conscience | 2 et 3 février |
| - Systèmes et sous-systèmes | 2 et 3 février |
| - Transports et communications | 5 et 6 février |
| - Influence non-méditerranéenne | 5 et 6 février. |

L'ensemble de ces douze séminaires a regroupé environ 100 participants (sur 172 personnes invitées) venant de quinze pays de la Méditerranée et de la C.E.E. ainsi que les représentants de plusieurs agences des Nations Unies.

Chaque séminaire avait pour objectif la discussion du projet de cahier des charges préparé par le G.C.S.. Pour mieux guider cette discussion dans l'optique du Plan Bleu, c'est un membre du G.C.S. qui en a assuré l'animation.

Au cours ou à la fin du séminaire, le G.C.S. a sélectionné les deux experts qui allaient réaliser l'expertise selon le principe du "binôme" cher au Plan Bleu, c'est-à-dire, pour chaque expertise, un expert du Sud et un expert du Nord de la Méditerranée.

Les experts sont en général restés un jour supplémentaire après le séminaire pour rédiger, en consultation avec le G.C.S., la version définitive du cahier des charges en se basant sur les discussions du séminaire.

Le G.C.S. a par ailleurs rédigé deux notes qu'il a remises aux experts afin de les guider dans leur travail et faciliter l'intégration ultérieure des douze expertises pour le rapport de synthèse.

L'une relativement courte, comportait des recommandations sur les travaux à effectuer (données, tableaux, statistiques, présentation de la documentation, etc...), l'autre plus élaborée portait sur la méthode des scénarios.

La répartition des experts a été faite :

- tout d'abord, en fonction des candidatures proposées par les Gouvernements,
- et lorsque ceux-ci n'avaient proposé aucun nom, il a été fait appel à des experts sélectionnés pour leur compétence personnelle dans le domaine.

Le tableau I donne les noms des experts qui ont réalisé les expertises et leur nationalité. Il y a eu quatre changements d'experts (noms suivis d'un astérisque) soit pour raison de santé, soit pour raison professionnelle.

2. Déroulement des douze études

Les premières expertises ont commencé en novembre 1980 et les dernières en mars 1981 (1).

Le G.C.S. avait souhaité, au départ, pouvoir suivre très régulièrement le travail des experts, et avait prévu de fréquentes réunions de travail entre eux et avec le Secrétaire Exécutif, ou même si possible avec d'autres membres du G.C.S., soit à Médéas, soit dans le pays d'un des experts. Il avait également été souhaité qu'ils puissent se déplacer, en cas de besoin, dans un ou deux autres pays méditerranéens pour approfondir leurs recherches.

Le budget attribué n'a malheureusement pas permis de rencontres aussi fréquentes qu'il aurait été nécessaire. En effet, les experts se sont rencontrés, selon les expertises, entre une et trois fois. Ceci a compliqué la tâche de coordination et a également pesé sur l'uniformité formelle des rapports. Le G.C.S. tient à profiter néanmoins de cette occasion pour les remercier tous très chaleureusement pour leur compréhension et leur coopération sans réserve aux travaux du Plan Bleu.

Initialement, il avait été prévu pour chaque expertise, un travail de deux mois pleins étalés sur une période de six mois.

(1) Sauf l'expertise sur la culture qui a commencé plus tard car l'expert du Sud n'a pu apporter sa contribution qu'en 1982.

En fait, la nécessité de retarder, pour des raisons budgétaires, les séminaires de fin d'études, a permis au G.C.S. de répondre aux souhaits des experts de disposer d'un peu plus de temps que prévu. Ce délai réclamé s'explique pour plusieurs raisons :

- le cahier des charges était en général très détaillé et peut-être un peu trop ambitieux,
- la distance qui les séparait n'a pas toujours facilité les communications nécessaires pour la réalisation de leur travail et a augmenté les difficultés pour la collecte des informations; ceci notamment à cause de la lenteur de certaines relations postales;
- il convient aussi de signaler que, sollicités par certains experts pour répondre à des questionnaires et/ou combler des lacunes statistiques, les Points Focaux ont répondu de façon inégale et souvent tardive à ces demandes d'information.

Les experts ont été libres de rendre un ou deux rapports par expertise, selon qu'ils avaient choisi de traiter ensemble ou séparément le sujet. Ces rapports préliminaires (quarante à cent cinquante pages) étaient accompagnés de nombreuses annexes statistiques (sans limite) destinées non seulement à étayer le ou les rapports, mais aussi à contribuer au fonds statistique du Plan Bleu. Ces rapports (mais non les annexes) ont été immédiatement traduits en français ou en anglais.

Le premier rapport provisoire de fin d'étude est arrivé sur le bureau du G.C.S. en juillet 1981; la plupart des autres sont arrivés progressivement :

- à la fin de 1981, sept rapports étaient disponibles,
- sept ont été prêts dans les deux premiers mois de 1982,
- les six autres sont arrivés entre mars et octobre 1982*.

L'ampleur du sujet (la totalité du bassin méditerranéen d'une part, la "totalité" d'un secteur d'autre part, comme le tourisme ou les transports et les communications) et le peu de temps et d'efforts impartis (2 x 2 mois-chercheurs) doivent évidemment peser dans l'appréciation des rapports et des études, effectuées de plus par des équipes très différentes.

* Pour huit des douze expertises, les experts ont remis deux rapports.

En fait, ces études et ces rapports doivent avant tout être considérés en fonction de leur véritable objectif, à savoir, fournir au G.C.S. des éléments factuels, des statistiques et des idées pour le travail de synthèse sur l'état actuels, et les évolutions possibles, du bassin méditerranéen. Il n'a jamais été question que ces rapports rivalisent avec des études très sectorielles, effectuées par des équipes fournies travaillant en coopération pendant plusieurs années.

3. Les séminaires de fin d'expertise (dits "de confrontation")

Le G.C.S. a donné une plus grande importance que prévue initialement aux séminaires de fin d'expertises, car, au fur et à mesure que progressaient les études, il est apparu que certains domaines des cahiers des charges ne pourraient être entièrement couverts par les experts. Les séminaires ont été organisés et tenus au fur et à mesure de l'arrivée des rapports, en fonction cependant de la disponibilité des crédits.

A la suite de la remarque faite par certains Points Focaux, qui regrettaient, à leur troisième réunion (3-4 avril 1981), de ne pas avoir été suffisamment consultés pour les invitations aux séminaires de lancement, le G.C.S. a écrit à tous les Points Focaux fin avril 1981 pour leur demander de désigner les personnes qu'ils souhaitaient voir inviter aux séminaires de fin d'expertises.

Le G.C.S. a donné priorité aux noms proposés par les Points Focaux, lorsque ceux-ci ont répondu, ou les a consultés pour leur demander de nommer des représentants.

Vingt-cinq à quarante invitations (couvrant généralement tous les pays participants) ont été lancées pour chaque séminaire. Les taux de participation ont été variables, comme le montre le tableau II. Le G.C.S. ne répètera jamais trop, à cette occasion, son souhait très profond d'associer le maximum de représentants de tous les pays participants et d'accroître les relations opérationnelles avec les Points Focaux.

Les invitations ont été, dans la mesure du possible, judicieusement réparties entre participants ayant déjà assisté au séminaire de lancement de la même expertise (exceptionnellement d'une autre) et nouveaux participants.

De plus, des experts d'autres expertises ont été parfois également invités, pour information mutuelle et amorce de croisements d'expertises.

Dans les lettres d'invitation, deux documents écrits étaient demandés aux participants :

- un avis motivé sur le rapport préliminaire d'expertise (envoyé après acceptation à participer);
- une contribution personnelle susceptible d'apporter des compléments d'information (entre autres sur le pays du participant) ou des compléments sur les sujets parfois insuffisamment couverts par les experts.

Il convient de reconnaître que rares sont les participants qui ont satisfait à ces deux demandes. Un certain nombre d'entre eux, cependant, ont donné par écrit pendant ou après le séminaire, ces compléments qui leur avaient été demandés, ou un résumé reprenant leurs principales interventions.

Les contributions orales des participants ont généralement été excellentes et précieuses autant pour les experts que pour les membres du G.C.S.; avec pour conséquence des modifications parfois substantielles des rapports d'expertises, ce qui n'a pas été sans poser d'ailleurs certains problèmes.

On peut remarquer que, contrairement aux séminaires de lancement qui ont tous eu lieu à Médéas, les séminaires de fin d'expertises -sauf un- se sont tenus ailleurs, à la suite des propositions faites par certains pays méditerranéens à la troisième réunion des Points Focaux, d'accueillir chez eux des séminaires du Plan Bleu. Ainsi, deux séminaires ont eu lieu en Tunisie, deux en Grèce, un en Espagne et deux en Yougoslavie. Et quatre se sont tenus en France, en dehors de Médéas (deux à Paris, un en Arles et un à Montpellier).

L'équipe du Plan Bleu tient tout spécialement à remercier ces pays et les personnes qui ont organisé les séminaires pour l'excellent accueil qui lui a été réservé ainsi qu'aux participants, et le précieux soutien financier qu'ils ont ainsi apporté au Plan Bleu. Le fait de tenir ces séminaires dans les pays méditerranéens a permis d'accroître le dialogue entre le G.C.S., les experts et la communauté méditerranéenne, et a été un moyen pour le G.C.S. de pouvoir présenter ou mieux faire connaître le Plan Bleu à de nombreux responsables politiques et scientifiques des pays hôtes.

Chaque séminaire a duré deux jours.

La procédure de travail a été la même pour les douze séminaires. Les deux experts ont exposé leur rapport et le résultat de leurs travaux. Puis les participants, les experts et le G.C.S. les ont discutés, y ont apporté des compléments et des commentaires, et établi des recommandations en vue de l'élaboration du rapport final.

Ces douze séminaires ont accueilli au total 314 participants. La participation y a été nettement plus importante qu'aux séminaires de lancement parce que les pays hôtes ont invité un certain nombre d'experts nationaux à y participer, et que le G.C.S., un peu moins pressé que lors du démarrage, a disposé de plus de temps pour établir et lancer les invitations.

Bien qu'apparemment complexe, la procédure des expertises s'est révélée efficace, et les séminaires de fin d'étude, particulièrement enrichissants et féconds, ont contribué à un apport de compléments utiles, voire indispensables.

* * *

Le G.C.S. s'est réparti la tâche de synthétiser les travaux des experts (une ou deux expertises par membre), les débats des séminaires, les suppléments, etc ... mais aussi celle d'identifier les lacunes éventuellement subsistantes et de proposer les moyens de les combler (avec l'aide ou non des experts, selon les cas), en appliquant le critère d'utilité relatif à la synthèse proprement dite des douze études.

4. Le problème des rapports

Comme prévu, lorsque les experts ont fini leur travail, ils ont remis leur rapport préliminaire en une langue (français ou anglais). Les rapports ont été, dès réception, traduits dans l'autre langue. La traduction n'a pas toujours été une tâche facile d'autant plus que les délais ont toujours dû être très brefs. La remise des rapports intervenant parfois très peu de temps avant la tenue du séminaire de fin d'expertise, il n'a pas toujours été possible d'envoyer ces rapports suffisamment longtemps à l'avance aux participants, surtout pour les pays à relations postales relativement lentes.

Les experts avaient au maximum deux mois pour remettre leur rapport définitif, après la tenue des séminaires de fin d'expertises, et il faut noter que ce délai a rarement été respecté. Ce retard est en partie dû aux modifications souvent importantes -et donc au complément de travail- qu'ils ont du apporter à la suite des discussions très enrichissantes des séminaires de fin d'expertises.

Cependant, il convient de dire que même enrichis, même modifiés, la plupart de ces rapports restent incomplets, sans parler de leur qualité naturellement inégale. En plus de l'ampleur des sujets (des points de vue sectoriels et géographiques) on peut identifier deux causes majeures aux principales lacunes de ces rapports par rapport aux cahiers des charges :

- a) dans le cas où les experts ont fait appel aux Points Focaux, par l'envoi de questionnaires, pour compléter leur base documentaire, les taux de réponses ont été relativement faibles, et ce d'autant plus que le Point Focal ou la Structure Focale sont moins familiers ou concernés par nos travaux.
- b) Des deux termes développement et environnement, le premier est le mieux connu et a été abondamment traité. Le second, l'environnement, surtout au sens large voulu par le Plan Bleu, a été souvent sous-traité, et ce malgré nos rappels (entre autre au cours des séminaires). Ceci illustre la difficulté de l'approche pluridisciplinaire, surtout en groupe aussi restreint qu'un binôme.

Tout ceci s'est traduit naturellement par la nécessité pour le G.C.S. d'approfondir un certain nombre de points.

A ce jour, les rapports de cinq expertises existent dans leur forme définitive :

- Ressources en eau
- Croissance industrielle
- Energies anciennes et nouvelles
- Tourisme
- Prise de conscience à l'égard de l'environnement.

Tous les autres rapports devraient être arrivés, au plus tard, à la mi-février 1983.

Ces rapports, tels qu'ils sont actuellement dans leur version définitive, ne sont pas publiables. Pour pouvoir être diffusés, ces rapports nécessitent un très gros travail de correction, du point de vue linguistique notamment (n'oublions pas que la langue employée, anglais ou français, était rarement celle de l'expert), de remise en forme, de frappe et d'édition. De plus, pour la plupart d'entre eux, le G.C.S. devra combler les lacunes existantes, et rédiger un document de synthèse pour chacun des rapports.

Ce travail, très long, n'était pas réalisable dans les temps impartis pour la première phase du Plan Bleu vu la surcharge de travail qu'il implique et ne sera envisageable qu'après l'achèvement de la première version du rapport de synthèse, et des discussions qu'elle provoquera.

II. LE TRAVAIL DU GROUPE DE COORDINATION ET DE SYNTHÈSE (G.C.S.)

1. Les réunions du G.C.S.

Le G.C.S. a tenu dix-huit réunions au cours de la première phase du Plan Bleu plus deux réunions restreintes. Ces réunions ont, lorsque l'occasion s'en présentait, été couplées avec les séminaires de lancement ou de fin d'expertises. Ces réunions se sont tenues soit à Médéas, soit à l'endroit où avaient lieu les séminaires.

Le tableau III donne les dates et les lieux des réunions du G.C.S..

2. Le travail de coordination

Au cours des six premiers mois, le travail du G.C.S. a essentiellement consisté en l'organisation et la préparation des travaux, la préparation et la tenue des séminaires de lancement des expertises ainsi que la rédaction des cahiers des charges. C'est au cours de ces premières réunions que le G.C.S. a également discuté et approfondi le programme de travail de la première phase.

Puis le G.C.S. a suivi la réalisation des expertises et a guidé les experts dans leur travail. Au fur et à mesure de l'arrivée des rapports, il a organisé et tenu les séminaires de fin d'expertises. Un temps trop important a été perdu à cause des modifications fréquentes du calendrier de travail, dues aux grosses difficultés financières rencontrées en 1981 et début 1982 d'une part, et au retard pris par certains experts dans la remise de leur rapport d'autre part.

Sans attendre la fin des travaux d'organisation, le G.C.S., et plus particulièrement son Secrétaire Exécutif, a commencé le travail de fond, c'est-à-dire la préparation de son travail de synthèse et l'ébauche d'un système d'information méditerranéen.

3. Le travail de synthèse

A. Préparation de la synthèse des douze expertises

La tâche de réflexion et de préparation de la synthèse systémique des douze expertises a commencé dès que les études ont été lancées. Bien qu'on ne puisse pas parler vraiment encore d'un "Système bassin méditerranéen" où tous les éléments seraient recensés, pesés et leurs inter-relations explicitées, voire quantifiées, une méthodologie de synthèse systémique a été préparée et devrait naturellement déboucher sur la deuxième phase et l'exploration de scénarios de développement/environnement.

Au niveau des douze expertises, et avant de procéder à leur synthèse, cette méthodologie a d'abord fourni une "grille de lecture" qui a permis d'identifier entre autres, très simplement, les lacunes des études et d'établir des "ponts" entre ces diverses études.

Cette méthodologie est basée sur une décomposition non exclusive du système bassin méditerranéen en quatre sous-systèmes (besoins, ressources, flux -d'hommes, de biens, d'argent ou d'informations- et acteurs).

Alors que les études économiques habituelles se concentrent sur les équilibres du marché (l'offre et la demande) et sur les flux -d'hommes, de biens ou d'argent- les plus faciles à saisir, le Plan Bleu vise à une réflexion plus en profondeur, ouvrant la porte aux études prospectives. C'est ainsi que l'intérêt s'est concentré sur les besoins, en amont de la demande, sur les ressources, en amont de l'offre et sur les acteurs, que les sociétés actuelles voient se multiplier. Mieux comprendre les besoins à satisfaire permettra de définir des objectifs pour certains scénarios, alors que les germes de mutation technologiques pourront peut-être permettre d'accroître des ressources qui, dans le bassin méditerranéen, sont traditionnellement mesurées.

Plusieurs notes internes sur ces réflexions méthodologiques ont été élaborées par le G.C.S. et de nombreux aspects en ont déjà été discutés avec des spécialistes de l'approche systémique.

B. La base de données du Plan Bleu

Pour les besoins propres du G.C.S. pour la première phase, et en vue de la deuxième phase, l'équipe du Plan Bleu a développé une base de données couvrant les dix-huit pays méditerranéens et les principaux secteurs. Il s'agit, pour commencer -car ces travaux ont aussi volontairement un caractère exploratoire- de données principalement économiques ou socio-économiques : population, utilisation des terres, consommation et production agricoles, activités industrielles, transports, énergie, indicateurs des "styles de vie", éducation, santé, pollution, etc..., les séries statistiques pouvant courir rétrospectivement depuis 1960 (plus rarement 1950) et "prospectivement" jusqu'en 2025 (de cinq ans en cinq ans).

Ces données, provenant du fonds international (Nations Unies, Banque Mondiale) et, progressivement, des douze expertises, ont été digitalisées avec le matériel accessible à Médéas, un VAX 780 de Digital Equipment, doté d'un utilitaire de gestion de données moyennement performant (ce n'est pas un véritable logiciel SGBD, Système de Gestion de Base de Données). Cette solution, acceptable du point de vue technique, est malheureusement relativement coûteuse. Une autre solution, à la fois moins coûteuse à l'utilisation, plus indépendante et plus performante (au niveau de la gestion proprement dite des données essentiellement) est actuellement recherchée, en liaison étroite avec Médéas et les autorités françaises.

Des essais de cartographie digitalisée du bassin méditerranéen (sur fond de carte I.G.N. -Institut Géographique National Français- couplé à des dossiers statistiques) ont été également effectués, grâce au soutien du Ministère français de l'Environnement. Les résultats sont très intéressants et cette technique semble très prometteuse et très riche.

Un rapport sur "l'état d'avancement des travaux sur un système d'information méditerranéen, septembre 1982" a été envoyé aux Points Focaux fin 1982 :

- à fin d'information d'une part,
- pour vérification, si possible, d'autre part.

A ce jour, plus de 60 000 données statistiques ont été entrées. Ce stock continue à s'accroître. Il est prévu, après la vérification demandée aux Points Focaux et aux experts du Plan Bleu, de distribuer ce rapport à la troisième

réunion des Parties Contractantes, comme annexe au rapport de synthèse de la première phase et de procéder à une diffusion plus large si possible après cette réunion pour répondre, entre autres, aux nombreuses demandes qui nous ont été faites.

C. Le système d'information méditerranéen

La base de données du Plan Bleu, décrite ci-dessus, n'est qu'un élément du système d'information méditerranéen, que le G.C.S. a reçu mandat d'élaborer ("jeter les bases") lors de la deuxième réunion des Points Focaux du Plan Bleu à Cannes (1-5 octobre 1979), mandat qui a été confirmé lors de la troisième réunion des Points Focaux du Plan Bleu à Médéas (3-4 avril 1981).

Dans cet esprit, le G.C.S. et l'équipe du Plan Bleu à Médéas ont effectué certaines études pour essayer de définir ce que pourrait être un tel système d'information méditerranéen, avec l'objectif de faire des propositions concrètes à la troisième réunion des Parties Contractantes. Pour la conception d'un tel système, on peut ou on doit tenir compte de certains facteurs ou critères :

- en plus de la base de données socio-économiques du Plan Bleu, ce système devrait être capable d'accueillir et d'offrir d'autres bases de données :
 - . Propres au P.A.M., entre autres la base de données MEDPOL en cours de constitution à Athènes, et des données des autres Centres d'Activités Régionaux tels que Malte, Split et Tunis. Les premiers contacts inter-centres ont été établis, ainsi qu'avec l'Unité de Coordination.
 - . Propres à d'autres organismes, mais d'un intérêt véritablement méditerranéen (à titre d'exemple : ressources minières, données urbaines, données sur les îles méditerranéennes, etc...).
 - . Des répertoires sur des organismes méditerranéens spécialisés, tels que chambres de commerce, organismes de recherche, instituts culturels, etc...
- Un nombre maximum de pays méditerranéens (et idéalement, tous les pays méditerranéens) devraient participer aux activités de ce système d'information méditerranéen, dont les effets structurants -et "culturants"- ne doivent pas être négligés.

Tous ces facteurs ou critères orientent les réflexions vers un réseau de bases de données réparties, avec un certain nombre de mini-ordinateurs de premier ordre, interrogeables localement par terminaux ou par micro-ordinateurs, chaque "centre" disposant de la totalité des bases de données d'une part, et étant responsable de la gestion et mise à jour d'une ou deux d'entre elles d'autre part. A court et moyen terme, la circulation des mises à jour périodiques se ferait par poste entre les divers centres, à moins que d'autres raisons justifient des liaisons par câble (système de téléconférence, par exemple, entre autres par et pour Athènes). A long terme, on peut envisager un véritable réseau télématique.

A court terme, et à mesure que croîtrait éventuellement le nombre d'utilisateurs, on envisage des interrogations en langage simple, avec réponse différée du centre interrogé localement (ou à courte ou moyenne distance).

4. Les réunions des Points Focaux

Il a été prévu initialement que les Points Focaux Nationaux du Plan Bleu se réuniraient deux fois au cours de la première phase du Plan Bleu. La première réunion a eu lieu en avril 1981 et la deuxième est prévue pour janvier 1983.

- Avril 1981 : Troisième réunion des Points Focaux Nationaux du Plan Bleu à Médéas (3 et 4 avril)

Des délégations de douze pays et de la Communauté Economique Européenne y assistaient, ainsi que M. Aldo MANOS, Directeur de l'Unité de Coordination du P.A.M. et deux représentants d'agences des Nations Unies. Le G.C.S. leur a exposé l'état d'avancement de ses travaux ainsi que son programme de travail.

La réunion a été très constructive; les Points Focaux ont en effet manifesté le souhait d'être étroitement liés aux travaux du Plan Bleu par l'intermédiaire d'une information régulière et réciproque, et se sont engagés à faciliter le travail du G.C.S..

Deux recommandations importantes y ont été formulées par les Points Focaux :

- l'une concernant les crédits nécessaires à la bonne marche du Plan Bleu,

- l'autre afin que soient individualisés les Points Focaux qui ne l'étaient pas encore.

- Janvier 1983 : La quatrième réunion des Points Focaux Nationaux du Plan Bleu se tiendra à Médéas (31 janvier - 2 février).

Cette réunion de fin de première phase aurait dû se tenir plus tôt, mais les travaux du Plan Bleu ayant duré plus longtemps que prévu initialement, le G.C.S. a préféré attendre d'avoir tenu tous les séminaires de fin d'expertises et d'avoir rédigé l'avant-projet de son rapport de synthèse pour la convoquer.

III. INFORMATION ET COMMUNICATIONS

1. La Lettre d'Information

Afin de mieux faire connaître son travail et de pouvoir développer un dialogue soit avec les représentants des Gouvernements, soit avec les scientifiques méditerranéens concernés ou intéressés par le Plan Bleu, le G.C.S. a décidé de publier trois fois par an une Lettre d'Information éditée en français et en anglais. L'équipe étant peu nombreuse, les premiers numéros ont eu quelques difficultés à sortir dans les temps prévus. A ce jour cinq numéros sont déjà parus. Le G.C.S. s'efforce de diminuer le retard pris dans la rédaction de la Lettre d'Information et d'en améliorer sa diffusion.

2. Communications

Un effort a été fait pour essayer de présenter le Plan Bleu au cours de réunions ou de conférences chaque fois que l'occasion s'en présentait.

3. Liaisons avec le P.A.M.

Un contact permanent a été gardé avec l'Unité de Coordination du Plan d'Action pour la Méditerranée, M. MANOS ayant lui-même participé plusieurs fois à des séminaires et à des réunions du G.C.S., et également avec le Bureau des Parties Contractantes.

Les relations avec les autres Unités ou Centres d'Activités Régionaux du P.A.M. sont en développement, et d'ailleurs ressenties comme désormais nécessaires. Ainsi, la première réunion de coordination entre les directeurs des projets du P.A.M. -qui a eu lieu à Athènes lors de l'inauguration officielle de l'Unité de Coordination- a permis de très bons contacts entre le Plan Bleu et les autres projets.

IV. DIFFICULTES FINANCIERES

Rappelons que, commencée le 1er septembre 1980, la première phase du Plan Bleu était prévue se terminer fin 1981. Pour soutenir ce rythme -peut-être un peu ambitieux !- un budget de 1 100 000 US dollars avait été demandé par l'équipe du Plan Bleu. Ce budget avait été ramené à 900 000 dollars par l'Unité de Coordination du P.A.M., et, à la deuxième réunion des Parties Contractantes à Cannes du 2 au 7 mars 1981, un budget de 700 000 dollars a finalement été accordé. Or, les difficultés de trésorerie du P.N.U.E. en 1981 et début 1982 ont réduit les sommes mises à disposition du Plan Bleu à 406 000 dollars pour 1981, soit à peine plus de la moitié du budget voté, à peine plus que le tiers du budget initialement envisagé en fonction de la tâche à accomplir. Si on ajoute que l'irrégularité et l'imprévisibilité des versements au Plan Bleu en 1981 ont obligé à des changements fréquents de calendrier prévisionnels et à des reports de réunion, on comprendra aisément que le résultat inévitable de cette situation a été un allongement de la première phase.

Ce n'est qu'au cours du deuxième trimestre de 1982 que la situation financière est redevvenue normale (disponibilité du budget de 540 000 dollars pour 1982 en fonction des besoins) et qu'un programme de travail à peu près définitif a pu être mis sur pied, l'objectif étant d'achever la première phase pour la troisième réunion des Parties Contractantes prévue en février 1983.

Il n'est pas souhaité s'étendre davantage sur cette grande difficulté qu'a rencontré le Plan Bleu, partagée d'ailleurs avec les autres activités du P.A.M.. On peut néanmoins faire deux remarques :

- malheureusement, et comme il est bien connu, l'allongement du programme en augmente le coût à cause de la permanence de certains frais de fonctionnement, accrus de l'inflation;
- le G.C.S., par contre, en dépit de ces difficultés et contre-temps, a tout mis en oeuvre pour assurer le meilleur déroulement possible de la première phase.

CONCLUSIONS

Malgré les difficultés financières mentionnées ci-dessus, et le retard qu'elles ont provoqué, la réalisation de cette première phase a été particulièrement enrichissante et fructueuse.

Il faut cependant souligner que l'ampleur du travail de cette première phase avait largement été sous-estimée au départ et que l'importance croissante qu'a prise le Plan Bleu au cours de sa réalisation a donné un surcroît de travail à la toute petite équipe mise en place pour le mener à bien.

L'échéance de la réunion des Parties Contractantes d'une part, la date tardive des derniers séminaires de fin d'expertises d'autre part, ont laissé un temps très réduit pour l'élaboration du document de synthèse et des documents annexes qui seront présentés tout d'abord à la réunion des Points Focaux puis, dans leur version corrigée, à la réunion des Parties Contractantes. Malgré la faiblesse de l'effectif et le peu de temps imparti, tout a été fait pour que ces documents soient prêts dans les limites imposées par ces deux réunions. Mais un certain temps sera nécessaire, après la réunion des Parties Contractantes pour rédiger le rapport de synthèse dans sa forme finale -qui tiendra compte des suggestions des Points Focaux et d'autres commentaires éventuels- que le surcroît de travail rencontré tout au long de la première phase du Plan Bleu n'a pas encore permis d'élaborer.

Le G.C.S. tient à remercier toutes les personnes qui l'ont aidé dans son travail, et particulièrement les experts avec lesquels les relations ont été particulièrement cordiales et fructueuses, et certains Points Focaux particulièrement efficaces et dynamiques à l'égard du Plan Bleu.

Le G.C.S. tient également à remercier Médéas, et toute son équipe, pour l'aide précieuse qu'elle lui a apportée dans la gestion et l'organisation de ses travaux.

EXPERTISES

EXPERTS

1. SYSTEMES ET SOUS-SYSTEMES TERRE MER	A. GHARBO (Egypte) - J.P. FORET (France)
2. RESSOURCES EN EAU, UTILISATIONS CONCURRENTELLES ET PRIORITES HUMAINES	M. ENNABLI (Tunisie) - Y. EMSELLEM (France)
3. CROISSANCE INDUSTRIELLE, STRATEGIES EN MATIERE D'INDUSTRIALISATION ET RESSOURCES DU SOUS-SOL	K. MAKSOUD (Egypte) - G. LUCIANI (Italie)
4. ENERGIES ANCIENNES ET NOUVELLES	N. BERRAH (Algérie) - R. RIGOPOULOS * (Grèce)
5. SANTE, POPULATION ET MOUVEMENTS DE POPULATION	T. NACEF (Tunisie) - I. BAUCIC (Yougoslavie)
6. UTILISATION DE L'ESPACE, CONSERVATION DU SOL, AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL, URBANISATION, AMENAGEMENT DU LITTORAL ET EQUILIBRE VILLE-CAMPAGNE	L. KHALDOUN*(Algérie) - C. MUSCARA (Italie)
7. TOURISME, ESPACE ET ENVIRONNEMENT	A. SMAOUI (Tunisie) - M. BARETJE/J.M. THUROT (France)
8. RELATIONS ECONOMIQUES INTRA-MEDITERRANEENNES	K. ABDEL-NOUR (Syrie) - M. PAPAYANNAKIS * (Grèce)
9. TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	M. BENCHEKROUN*(Maroc) - J. CUENA (Espagne)
10. PATRIMOINE CULTUREL ET RAPPORTS ENTRE LES DIFFERENTS CULTURES	Mme NESTOROS (Grèce) - R. HABACHI (Liban)
11. PRISE DE CONSCIENCE A L'EGARD DE L'ENVIRONNEMENT ET SYSTEMES DE VALEURS	S. CHABBOUR (Egypte) - F. GONZALEZ BERNALDEZ (Espagne)
12. INCIDENCES DE L'INFLUENCE NON MEDITERRANEENNE SUR LE BASSIN MEDITERRANEEN	A. NAJIB (Maroc) - V.VUKASOVIC (Yougoslavie)

TABLEAU I. LES DOUZE EXPERTISES ET LES EXPERTS

TABLEAU II. LES SEMINAIRES DE FIN D'EXPERTISES

SEMINAIRE	DATE	LIEU	INVITES	PARTICIPANTS	PAYS ET ORGANISATIONS REPRESENTES **
Tourisme, espace et environnement	1-2 / 10 / 1981	Tunis	27 *	15 + 21 Tunisiens	8
Energies anciennes et nouvelles	16-17 / 10 / 1981	Athènes	29 *	19 + 11 Grecs	9 + A.T.E.A.
Croissance industrielle	19-20 / 10 / 1981	Athènes	28 *	13 + 4 Grecs	8 + C.E.F.
Ressources en eau	12-13 / 01 / 1982	Tunis	27 *	18 + 34 Tunisiens	9 + U.P.E.C. + P.A.M.
Relations économiques intra-méditerranéennes	7-8 / 07 / 1982	Paris	23	11	7 + C.E.E.
Prise de conscience à l'égard de l'environnement	9-10 / 07 / 1982	Paris	33	23	9 + O.C.D.E. + O.M.S. + UNESCO
Transports et communications	1-2 / 09 / 1982	Médéas	32	13	9 + P.A.M.
Systèmes et sous-systèmes terre mer	27-28 / 09 / 1982	Barcelone	32 *	10 + 9 Espagnols	6

SEMINAIRE	DATE	LIEU	INVITES	PARTICIPANTS	PAYS ET ORGANISATIONS REPRESENTES **
Santé, population et mouvements de population	27-28 / 10 / 1982	Split	36 *	13 + 8 Yougoslaves	8
Influence non-méditerranéenne	29-30 / 10 / 1982	Split	31 *	10 + 11 Yougoslaves	7
Utilisation de l'espace	18-19 / 11 / 1982	Arles	39 *	23 + 17 Français	10 + C.E.F. + P.A.M. + P.A.M. + U.F.C.
Patrimoine culturel	10-11 / 12 / 1982	Montpellier	33 *	14 + 16 Français	8

* Plus les participants du pays hôte, directement invités par les personnes organisant le séminaire

** non compris le G.C.S..

TABLEAU III. LES REUNIONS DU G.C.S.

1980	Réunion N° 1	1er au 4 septembre (1)	Médéas
	Réunion N° 2	25, 28 et 31 octobre (1)	Médéas
	Réunion N° 3	19 et 20 décembre (1)	Médéas
1981	Réunion N° 4	3, 6 et 7 février	Médéas
	Réunion N° 5	2 et 5 avril	Médéas
	Réunion N° 6	22 et 23 mai	Médéas
	Réunion restreinte	15 juin	Paris
	Réunion N° 7	22 - 24 juillet	Paris
	Réunion N° 8	30 septembre et 3 octobre	Tunis
	Réunion N° 9	18 et 21 octobre	Athènes
1982	Réunion N° 10	14 et 15 janvier	Tunis
	Réunion N° 11	4 - 7 mars	Médéas
	Réunion restreinte	30 mars	Genève
	Réunion N° 12	10 - 12 juin	Médéas
	Réunion N° 13	11 juillet	Paris
	Réunion N° 14	3 septembre	Médéas
	Réunion N° 15	16 et 17 octobre	Médéas
	Réunion N° 16	30 et 31 octobre	Split
	Réunion N° 17	20 - 22 novembre	Médéas
	Réunion N° 18	12 - 17 décembre	Médéas

(1) Les nominations du G.C.S. n'ayant pas toutes eu lieu en même temps, ces réunions se sont déroulées à effectif réduit.

DOCUMENTS ELABORES AU COURS DE LA PREMIERE PHASE

- Plaquette sur le Plan Bleu (septembre 1980)
français et anglais, document externe
- Lettre d'Information (cinq numéros parus)
français et anglais, document externe
- Eléments statistiques (novembre 1982)
français/anglais, document interne
- Rapport de la troisième réunion des Points Focaux Nationaux du Plan Bleu
(avril 1981)
français et anglais
- Rapports préliminaires des douze expertises
français et anglais, document interne
- Rapports définitifs de cinq expertises
français et anglais, document interne
- Trois rapports d'activité du Plan Bleu (mars 1981, mars 1982, novembre 1982)
français et anglais, document interne
- Notes internes :
 - note sur la méthode des scénarios
 - trois notes méthodologiques
 - note sur le système d'information méditerranéen
 - note sur l'agro-alimentaire
 - note sur les grandes villes méditerranéennes

